



## La revue pour l'histoire du CNRS

7 | 2002

La biologie | Menaces sur les sciences sociales vers 1980

---

# Introduction

Olivier Martin

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/541>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.541

ISSN : 1955-2408

### Éditeur

CNRS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2002

ISBN : 978-2-271-06067-9

ISSN : 1298-9800

### Référence électronique

Olivier Martin, « Introduction », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 7 | 2002, mis en ligne le 18 octobre 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/541>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

---

# Introduction

Olivier Martin

---

- 1 Dès son origine, le Centre national de la recherche scientifique a inclus en son sein les recherches sur l'homme et les sociétés : en 1946, le CNRS était composé de huit sections, dont la section des « sciences humaines ». Cette dernière comprenait la géographie, l'archéologie, l'histoire de l'art, l'histoire, la philologie, la linguistique, la psychologie, la philosophie, la sociologie, la démographie, les sciences juridiques et économiques, l'anthropologie et l'ethnologie. Cette situation ne faisait que prolonger celle mise en place avec les ancêtres du CNRS, en particulier la Caisse nationale des sciences (CNS, créée en 1930) et le Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSRS, créé en 1933), qui intégraient déjà les recherches sur l'homme et la société. Dès 1933, le CSRS comportait notamment une section « histoire et philologie » et une section « philosophie et sciences sociales ».
- 2 Même si les moyens mis à la disposition des spécialistes des sciences humaines et sociales sont initialement modestes, l'arrivée du CNRS modifie progressivement le paysage de la recherche dans ces disciplines<sup>1</sup>. Il ne faut en effet pas oublier qu'avant la Seconde Guerre mondiale il n'existe presque aucun lieu où un spécialiste de ces sciences puisse pleinement poursuivre ses recherches : les fonctions de professeur dans l'enseignement secondaire ou supérieur comme celles de bibliothécaire ou d'archiviste permettent parfois de disposer de temps pour la poursuite de recherches, mais toujours de manière secondaire par rapport à une activité professionnelle principale. À l'exception des quelques membres de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques notamment), les sociologues, historiens ou encore économistes sont avant tout des enseignants. Leur activité savante est conditionnée par d'autres exigences professionnelles. Seules les bourses (notamment celles des fondations Rockefeller, Thiers ou Kahn...) offrent aux savants la possibilité d'échapper à leurs obligations professionnelles premières. Mais ces bourses sont temporaires : elles ne permettent pas de s'éloigner durablement des contraintes professorales. Et ces dispositifs forment un ensemble assez peu cohérent qui ne permet pas d'assurer la constitution d'une véritable dynamique de groupe ou le développement d'une communauté scientifique en sciences humaines. Même les structures considérées comme les ancêtres du CNRS n'offrent que

des moyens limités dans le temps : le CNS était par exemple destiné à suppléer aux faiblesses de l'enseignement supérieur mais pas à instaurer un dispositif radicalement distinct<sup>2</sup>. Et, durant l'entre-deux guerres, les efforts de la fondation Rockefeller pour stimuler et fédérer les sciences sociales en France n'ont pas pu aboutir<sup>3</sup>. La profession de chercheur en sciences humaines et sociales n'existe pas encore.

- 3 L'installation du CNRS, la mise en place de statut spécifique de membre du CNRS<sup>4</sup>, vont progressivement modifier ce paysage. En offrant à des individus la possibilité de se consacrer entièrement à la recherche, à l'investigation bibliographique, à l'écriture scientifique, à l'enquête de terrain ou à l'analyse d'archives, le CNRS invente et assure la professionnalisation de la recherche en sciences humaines et sociales (SHS). De la même manière qu'il est possible d'être chercheur en physique ou en biologie, il est dès lors possible d'être un « chercheur en SHS », de conduire cette activité à temps plein et d'être reconnu et payé pour cela. L'invention du métier de « chercheur en SHS » est une des conséquences essentielles de l'intégration des SHS au sein du CNRS.
- 4 Une autre conséquence majeure de cette intégration des sciences humaines et sociales au CNRS concerne ces disciplines scientifiques elles-mêmes. Dans un premier temps, cette intégration ne fait que refléter les structures universitaires : les divisions et hiérarchies disciplinaires, qui résultent de la logique de l'organisation de l'enseignement secondaire, sont reproduites au sein du CNRS. Mais, peu à peu, une autre logique prend le pas : les clivages disciplinaires sont modifiés et le fonctionnement propre du CNRS tend à le séparer des logiques strictement universitaires. L'arrivée du CNRS modifie, au moins dans le champ des sciences humaines et sociales, le paysage intellectuel. Par exemple, le développement de la sociologie – et notamment son institutionnalisation au sein des universités – résulte en grande partie de la légitimité qu'elle a su acquérir au CNRS et de l'expérience cumulée par les sociologues grâce à son intermédiaire. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la sociologie ne dispose que de très peu de chaires d'enseignement et ne délivre aucun diplôme réellement spécifique. Son existence est incertaine. Vingt ou trente ans plus tard, elle constitue une discipline universitaire reconnue et légitime, avec de nombreux postes d'enseignements, des diplômes nationaux et des centaines, voire des milliers, d'étudiants.
- 5 Le développement du secteur des sciences humaines et sociales au CNRS est le reflet, mais aussi le moteur (pour une part au moins), du développement de ces sciences et de leur rôle dans la société française d'après guerre. Dans une société à reconstruire, les sciences, et notamment les sciences humaines et sociales, sont apparues comme des outils pour accélérer la reconstruction économique et sociale, pour la rendre plus efficace car mieux contrôlée et mieux comprise. Se sont alors multipliées les structures de recherche, sous la forme d'associations, d'instituts et d'organismes plus ou moins durables. Le secteur SHS au CNRS est un des acteurs de cette histoire, et son développement doit être mis en relation avec ce mouvement général d'après guerre en faveur des savoirs positifs sur l'homme et la société<sup>5</sup>. La situation française n'est pas exceptionnelle : elle n'est qu'une déclinaison nationale d'un mouvement plus général qui touche toutes les sociétés occidentales<sup>6</sup>.
- 6 Aujourd'hui encore, les sciences humaines et sociales constituent un secteur de recherche à part entière, ayant un statut comparable et une nature institutionnelle identique aux autres domaines de la recherche scientifique : les sciences de la vie, celles de la terre, celles de l'univers ou encore les sciences mathématiques... Avec plus de 300 unités de recherche (laboratoires), plus de 2 100 chercheurs titulaires et 1 600 ingénieurs et

techniciens environ, le département des sciences de l'homme et de la société du CNRS est un des plus importants départements du CNRS<sup>7</sup>. Une de ses spécificités est le poids que jouent les dépenses de personnel dans le budget général du département : à la différence des autres départements, les dépenses de personnel constituent l'écrasante majorité des dépenses engagées. Mais la principale caractéristique de la recherche en sciences humaines et sociales réside certainement dans la place et le rôle que jouent les universitaires dans l'animation de ce secteur : les recherches universitaires, c'est-à-dire celles menées par les enseignants-chercheurs (professeurs ou maîtres de conférences des universités) quels que soient leurs lieux d'exercice (laboratoire CNRS, équipe universitaire...), contribuent fortement à la vie et à la production de la recherche en sciences humaines et sociales. Aux 2 100 chercheurs de statut CNRS travaillant sur l'homme et ses sociétés s'ajoutent plus de 4 500 enseignants-chercheurs des universités travaillant dans des laboratoires CNRS. Et il faut ajouter à ces quelque 6 600 personnes, 11 000 enseignants-chercheurs n'appartenant à aucun laboratoire CNRS mais pouvant conduire des recherches dans des équipes universitaires. L'Université est le lieu principal, bien que non exclusif, de la recherche en SHS ; et cela est particulièrement vrai en histoire et en littérature. Cette proximité avec l'Université, à la fois sur le plan matériel (équipes de recherche mixtes) et sur le plan intellectuel, a parfois fourni des arguments aux défenseurs du transfert des chercheurs du CNRS vers l'Université.

- 7 L'intégration des sciences humaines et sociales au sein du CNRS n'est en effet pas toujours allée de soi. Et leur maintien est parfois sérieusement mis en cause. Le premier directeur général du CNRS de l'après-guerre, Frédéric Joliot, n'exprimait-il pas sa crainte que le CNRS « subventionne des romans » s'il intégrait les recherches en SHS ? Et n'a-t-il pas fallu attendre la toute fin des années 1940 pour voir le CNRS se doter enfin d'un directeur adjoint représentant les sciences humaines ? Au-delà de ces deux événements, il est possible de s'interroger sur l'existence d'une véritable volonté et d'une véritable politique scientifique en matière de SHS au CNRS : « Jusqu'aux années 1960, on ne voit guère les directeurs tenter de programmer la recherche.<sup>8</sup> » Peut-être en raison de la spécificité de l'activité de chercheur en sciences humaines et sociales, de la forte intrication du CNRS et de l'Université dans ces domaines, du poids que représentent les seules dépenses de personnels, la question de la professionnalisation de la recherche se pose de manière différente en SHS et en sciences physiques, biologiques ou mathématiques. En tout cas, le maintien des sciences humaines et sociales au sein du CNRS, l'existence du statut de chercheur permanent en SHS, sont assez périodiquement questionnés, voire remis en cause.
- 8 Il suffit par exemple de rappeler qu'à la fin des années 1950, il a été envisagé de transférer les chercheurs CNRS en SHS à l'Université<sup>9</sup>. Un peu plus tard, au début des années 1970, dans un rapport dont le retentissement fut grand, l'OCDE suggérait également de sortir les sciences humaines et sociales du CNRS<sup>10</sup>. À la fin des années 1970, la menace est venue d'ailleurs : le Premier ministre de l'époque, Raymond Barre, et ses conseillers ont proposé de mettre un terme à la notion de « chercheur à vie » dans les sciences humaines et sociales. Dans l'entretien qu'Edmond Lisle nous a accordé et que nous publions ici, cette menace est décrite en détail. Elle intervient dans une conjoncture économique, sociale et politique particulière. Elle est également la marque de la volonté de quelques hommes de mettre fin à ce qu'ils estiment être improductif. Elle résulte aussi des turbulences institutionnelles traversées par ces sciences à la suite de l'intégration de nombreux « hors-statuts » dont la nomination alourdit le budget en personnel du CNRS et ralentit le

recrutement de jeunes chercheurs prometteurs alors que les titres universitaires et les signes de reconnaissance scientifique des hors-statuts ne sont pas toujours incontestables.

- 9 En revenant sur l'histoire des sciences humaines et sociales durant les années 1960 et 1970, E. Lisle, qui fut le directeur des sciences sociales au CNRS de 1974 à 1981, montre combien ces sciences ont joué un rôle important pour l'ensemble de la société mais aussi combien elles ont traversé diverses turbulences. Faisant écho à cette situation française, deux autres témoignages complètent notre dossier consacré aux « menaces sur les sciences sociales vers 1980 ». Ces deux témoignages évoquent deux situations étrangères : celle des États-Unis et celle de la Grande-Bretagne. La situation américaine est présentée et scrupuleusement analysée par Roberta Miller, qui fut membre du *Social Science Research Council* de 1976 à 1981 puis directrice exécutive du *Consortium of Social Science Associations* (COSSA) de 1981 à 1984. Elle décrit la volonté de la nouvelle administration mise en place par Ronald Reagan récemment élu à la Présidence de réduire drastiquement les budgets alloués aux recherches en sciences sociales. La réaction de la communauté fut vive et, paradoxalement, la menace de l'équipe Reagan a permis de renforcer l'unité et la solidarité de cette communauté.
- 10 Sur un ton un peu plus personnel laissant toute sa place à son expérience, Michael Posner, président du SSRC de 1979 à 1983, évoque pour nous les menaces qui ont pesé sur les sciences sociales lors de l'arrivée du Premier Ministre Margaret Thatcher au pouvoir en juin 1979.
- 11 Ce qui frappe immédiatement à la lecture croisée de ces documents, c'est la proximité et la simultanéité des menaces qui pèsent sur les sciences sociales à la fin des années 1970 et au tout début des années 1980. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne comme en France, la recherche en sciences sociales a été sérieusement mise en cause. Les modalités de cette mise en cause ont été différentes, ne fût-ce qu'en raison de la diversité des formes d'institutionnalisation et d'organisation de la recherche scientifique dans ces trois pays. Les raisons avancées pour remettre en cause la situation acquise par les sciences sociales sont également diverses, même si leur supposée politisation a joué un rôle essentiel, notamment aux États-Unis et en Angleterre. Les réactions des communautés concernées ont elles-mêmes été très diverses.
- 12 Le dossier proposé ici suscitera, nous l'espérons, de multiples curiosités pour un aspect parfois oublié ou jugé secondaire : l'histoire de la place et du rôle des sciences humaines et sociales au sein du Centre national de la recherche scientifique.

---

## NOTES

1.O. Dumoulin, « Les sciences humaines et la préhistoire du CNRS », *Revue française de sociologie*, 26, 1985, p. 353-374.

2.J.-F. Picard, *La République des savants. La recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990, p. 67-68.

3. B. Mazon, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, 1985, vol. 26, p. 311-342.
  4. Notamment après 1959, date de publication des décrets officiels modifiant les statuts du CNRS et créant la profession de chercheur. Voir J.-F. Picard, *La République...*, op. cit., chapitre 7.
  5. Sur ces points, voir l'entretien avec Edmond Lisle publié ici. Voir également H. Machin, « *The CNRS and Social Science Research in France* », in E. Lisle, H. Machin, S. Yasin (eds), *Traversing the Crisis. The Social Sciences in Britain and France*, ESRC, 1984, p. 145-239.
  6. H. Machin, « *The CNRS...* », op. cit., p. 151.
  7. CNRS, *Chiffres et Indicateurs*, 2000.
  8. J.-F. Picard, *La République...*, op. cit., p. 203.
  9. C'est un projet défendu lors de la préparation du Troisième Plan en 1959 ; voir J.-F. Picard, *La République...*, op. cit., p. 205.
  10. Il s'agit du rapport de Stanley Hoffmann, Wassily Leontief et Henry Tajfel : *Committee for Scientific and Technological Policy. Social Science Policy. France*, OECD, septembre 1974. Voir l'entretien avec J.-J. Salomon : « L'OCDE et les politiques scientifiques », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, novembre 2000, n° 3, p. 56.
- 

## INDEX

**Mots-clés** : CNRS, sciences sociales, sciences humaines

## AUTEUR

### OLIVIER MARTIN

Olivier Martin, maître de conférences en sociologie à la faculté des sciences sociales de la Sorbonne, membre du Cerlis (CNRS-université Paris V), est rédacteur en chef de *La Revue d'histoire des sciences humaines*. Derniers ouvrages parus : *La Mesure de l'esprit. Origines et développements de la psychométrie, 1900-1950*, L'Harmattan, 1997 ; *Sociologie des sciences*, Nathan, 2000.